

Aucun peuple au monde ou dans l'Histoire n'a jamais porté atteinte à sa Constitution, à la légalité de ses institutions politiques quand elles sont légitimes, justes et efficaces.

Ce sont toujours des individus assoifés de pouvoir et de richesses, des despotes mégalomanes ou des comploteurs à la courte vue qui, profitant de leur position de détenteurs des moyens militaires mis entre leurs mains par la collectivité pour la protéger d'agressions extérieures, les retournent contre elle pour satisfaire leur ego et leurs intérêts personnels ou claniques comme c'est le cas chez nous depuis l'origine.

Qui a jamais violé la Constitution en dehors de Ben Bella, Boumediene et Bouteflika, non dans l'intérêt du peuple mais du leur, prioritairement et exclusivement ? Quand est-ce que le peuple algérien a été impliqué ou consulté dans la rédaction des dispositions constitutionnelles ? A quand l'heure de sa délivrance du despotisme et de l'offense permanente qui lui est faite en le maintenant de force dans la culture du douar sous la menace de gardes champêtres sans vergogne et aux appétits insatiables ?

En 1979, je me suis rendu en Iran pour vivre la révolution iranienne de l'intérieur et, de retour au pays, j'ai publié un long reportage à l'intention de mes compatriotes pour partager avec eux les impressions ramenées de mon séjour et de mes contacts avec les acteurs et les dirigeants de la révolution.

L'année d'après, je me suis rendu en Turquie juste après le coup d'Etat, mais je n'ai rien écrit à mon retour car il n'y avait rien à dire sur un pays ravagé par la misère et la terreur et où les mos-

quées, laminées par Mustapha Kemal, étaient aussi vides que des lieux hantés par des esprits frappeurs.

Entre le dernier en date des coups d'Etat turcs réussi (1997) et celui qui a avorté avant-hier, il s'est écoulé une vingtaine d'années durant laquelle s'est développée une expérience démocratique originale qui vient de prouver sa fiabilité. Ce laps de temps a vu naître aussi une société civile, une société politique et un peuple de citoyens patriotes et travailleurs conformément à l'espérance du fondateur de la Turquie moderne

***Le coup d'Etat, chez nous, a été fait contre le peuple qui a été disqualifié, exclu, humilié, réprimé une fois pour toutes, avant même d'avoir respiré profondément l'air de l'indépendance. A la première inspiration, on lui a fermé le clapet. «On», c'est-à-dire le «système», a décidé qu'il ne choisira jamais ses dirigeants, qu'il ne saura rien de la gestion de ses affaires, qu'il ne connaîtra en aucun cas les vrais résultats de son vote et qu'il ne contrôlera pas l'utilisation des deniers publics.***

exprimée dans l'extrait mis en exergue de cet article.

Quel est le dirigeant algérien qui a tenu de tels propos, se voyant pour la plupart comme l'ombre de Dieu sur la terre alors qu'ils n'étaient que de pauvres bougres en termes d'équation personnelle ?

C'est le premier coup d'Etat militaire que l'armée turque ne réussit pas et ce sera très probablement le dernier car dans le même laps de temps, la vieille idée que l'armée est la «garante» des

intérêts supérieurs de la nation est progressivement sortie de l'esprit de l'encadrement militaire ; elle est en voie d'effacement de leur culture personnelle et disparaîtra avec l'épisode sanglant d'avant-hier et l'arrivée au commandement de nouvelles générations élevées dans le respect de la démocratie.

A l'avenir, c'est l'armée turque qui sera aux ordres du peuple souverain qui n'a que l'urne pour champ de manœuvre mais qui, quand il vote, fait respecter son choix par tous les moyens.

Ce n'était finalement qu'un accroc :

quelques centaines de victimes, malheureusement, mais la Turquie peut reprendre son chemin, sûre de ses pas et du cap jadis tracé par Atatürk.

Il n'y a que nous qui en sommes encore à l'époque des Janissaires qui faisaient et défaisaient les califes à Istanbul et les deys à Alger, alors province ottomane tenue par quelques milliers de janissaires, ceux-là mêmes que l'armée française a balayés en trois semaines en juillet 1830.

Le coup d'Etat, chez nous, a été fait

contre le peuple qui a été disqualifié, exclu, humilié, réprimé une fois pour toutes, avant même d'avoir respiré profondément l'air de l'indépendance.

A la première inspiration, on lui a fermé le clapet. «On», c'est-à-dire le «système», a décidé qu'il ne choisira jamais ses dirigeants, qu'il ne saura rien de la gestion de ses affaires, qu'il ne connaîtra en aucun cas les vrais résultats de son vote et qu'il ne contrôlera pas l'utilisation des deniers publics.

L'ALN n'était pas une organisation tombée du ciel pour sauver le peuple algérien, elle a été formée par le peuple algérien avec des moyens de fortune et un idéal sain, celui d'une Algérie où régneraient la justice, la dignité, le mérite, la démocratie et les valeurs sociales, comme c'est écrit dans la Proclamation du 1<sup>er</sup> Novembre 1954.

Une fois devenue une organisation militaire, c'est encore le peuple qui l'a financée, nourrie, renseignée, protégée et sauvée des ratissages ennemis.

La différence entre nous et le peuple turc était visible, éclatante, attristante, gênante même.

Nous savons tous qu'on peut, en 2019 ou avant, mettre à notre tête un voleur par centaines de millions de dollars, par milliers de milliards en monnaie algérienne, un ignorant dont la seule vue fait honte, un aliéné inconscient de son handicap et se prenant pour une lumière unique, un valet de chambre de naissance ou un fantôme sans réalité physique sans que rien arrive et que personne ne bouge. Jusqu'au jour où Dieu héritera de Sa terre, comme dit le Coran...

N. B.